

Énoncé de politique : La sécurité économique des femmes au Canada

Origine : Irene Tsepnopoulos-Elhaimer, Centre WAVAW d'aide aux victimes d'agression sexuelle, à Vancouver

Destinataire : Le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes

Résumé

Les femmes ne sont pas encore parvenues à la sécurité économique au Canada. Plus d'un million et demi d'entre elles vivent dans la pauvreté et n'ont pas de revenu stable ni d'autres ressources nécessaires pour maintenir un bon niveau de vie maintenant et dans l'avenir prévisible (Statistique Canada, 2012). Les deux tiers des employés à temps partiel au Canada sont des femmes, et 59 % d'entre elles ne gagnent que le salaire minimum (YWCA, 2014); 12 % des femmes qui travaillent à temps partiel disent qu'elles le font parce qu'elles s'occupent d'enfants, et 4 %, parce qu'elles assument des responsabilités familiales (Statistique Canada, 2014). Ainsi, les femmes gagnent moins, elles occupent des emplois précaires et elles vivent dans la pauvreté, et ce, d'une façon disproportionnée si on les compare aux hommes (YWCA, 2014). Parmi les facteurs qui contribuent à une incidence plus élevée des cas de pauvreté chez les femmes, comparativement aux hommes, mentionnons la violence contre les femmes, le sexisme et la misogynie et le manque d'appui de la part des gouvernements (Strumm, 2015). Le financement des organisations féminines par le gouvernement, l'éducation publique qui vise à transformer les attitudes sociales envers les femmes et l'établissement d'une vaste infrastructure sociale à cet égard, voilà autant de moyens qui sont recommandés pour améliorer la sécurité économique des femmes au Canada.

Parmi les éléments qui influent sur le revenu des femmes figurent les suivants :

- **Les traumatismes dus à la violence masculine.** Les traumatismes risquent de rendre l'autonomisation économique inatteignable, car leurs effets minent la capacité des femmes à travailler. En outre, la violence contre les femmes (VCF) est aggravée par l'insécurité économique, car, dans bien des cas, les femmes vivant dans la pauvreté ne peuvent se permettre de quitter leur partenaire. Si elles peuvent quitter un partenaire abusif, la VCF risque d'entraîner pour elles de longues périodes d'insécurité économique où elles doivent miser sur les banques d'alimentation et les refuges pour subvenir à leurs besoins (CCPA, 2014). Pour de nombreuses femmes, le coût de la vie élevé les oblige souvent à revenir dans le ménage abusif qu'elles avaient quitté au départ.
- **Le harcèlement sexuel, l'agression sexuelle, le viol et la mentalité sexiste dans le milieu de travail** influent sur le bien-être mental et physique d'une femme et contribuent à son oppression économique.
- **L'écart salarial.** Les femmes gagnent 23 % de moins que les hommes au Canada, et ce pourcentage est encore plus élevé chez les femmes de couleur [Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), 2013].

- **Emplois précaires.** La politique canadienne néglige les emplois occasionnels, saisonniers ou temporaires, car « le régime canadien d'équité en emploi a été conçu pour procurer l'égalité dans le cadre des conditions de travail normales fondées sur le modèle des emplois permanents à temps plein » [TRADUCTION] (Busby, 2006, p. 55).
- **Le coût des garderies et les besoins des femmes sur ce plan.**

Recommandations

1. Accroître le financement gouvernemental accordé aux organisations féminines.

La violence contre les femmes influe directement sur la capacité de celles-ci à parvenir à l'égalité économique. Les femmes méritent de pouvoir accéder aux services essentiels dont elles ont besoin après avoir vécu une expérience traumatisante et empreinte de violence. Il incombe au gouvernement de voir à ce que ces organisations soient à même d'aider les femmes quand elles en ont le plus besoin. Les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, les maisons de transition pour les femmes et les services de santé mentale et de lutte contre l'assuétude pour les femmes, voilà autant d'intervenants qui doivent avoir la priorité si le gouvernement veut vraiment mettre fin à l'inégalité économique des femmes.

2. Éduquer le public pour contribuer à modifier les attitudes sociales envers les femmes.

La pauvreté des femmes a ses racines dans la façon dont la société apprécie les femmes en général. Il doit y avoir des programmes prolongés d'éducation publique financés par l'État qui ont pour objet clé d'éliminer les attitudes discriminatoires envers les femmes. Celles-ci ne bénéficient pas de l'égalité économique parce qu'elles ne sont pas perçues comme étant égales aux hommes. Il est impératif de modifier cet état de choses pour que les femmes parviennent à l'égalité économique.

3. Renforcer l'infrastructure sociale.

L'investissement dans l'infrastructure sociale — garderies, soins de santé et éducation — engendrerait plus d'emplois dans les domaines dominés par les femmes. Il soulagerait aussi les femmes du fardeau du travail non payé qui existe dans une société qui n'apprécie pas la prestation de soins non rémunérés.

4. Un revenu viable garanti.

Chaque femme mérite de vivre de façon autonome et dans la sécurité financière. Un revenu viable garanti fourni aux femmes par le gouvernement éliminerait entièrement le problème de l'inégalité économique des femmes et leur garantirait la sécurité alimentaire, tout en améliorant leur sécurité sur le plan du logement.

Le Centre WAVAW (Femmes contre la violence contre les femmes) d'aide aux victimes d'agression sexuelle est un organisme sans but lucratif qui a été créé en 1982 pour répondre à la demande de services de soutien destinés aux femmes qui avaient subi une agression sexuelle. Son principal travail consiste à fournir des services directs à toutes les femmes qui se sont identifiées comme ayant été victimes d'une agression sexuelle, et à collaborer avec la collectivité pour mettre fin à la violence contre les femmes. Depuis 34 ans, le Centre travaille avec les femmes

et les filles pour les aider à guérir après avoir fait l'objet de violence sexuelle, et pour prévenir toutes les formes de violence contre les femmes et y mettre fin. Le Centre envisage une société exempte de toutes les formes de violence contre toutes les femmes. Aujourd'hui, le Centre WAVAW est le principal organisme d'aide aux victimes d'agression sexuelle en Colombie-Britannique.

Bien à vous,

Irene Tsepnopoulos-Elhaimer

Directrice générale du Centre WAVAW d'aide aux victimes d'agression sexuelle
(Rape Crisis Centre)

Références

Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), 2013, *Mieux faire ensemble : Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral 2013*. Extrait du site <https://www.policyalternatives.ca/abgf2013>.

Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), 5 février 2014, *Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral 2014 : Vers un meilleur équilibre*. Extrait du site <https://www.policyalternatives.ca/abgf2014>.

Statistique Canada, 2012, *Enquête canadienne sur le revenu, personnes à faible revenu, Canada et provinces*. Extrait du site <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/141210/dq141210a-fra.htm>.

Statistique Canada, 2014, *Raisons du travail à temps partiel selon le sexe et l'âge (Femmes)*. Extrait du site <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/labor63c-fra.htm>.

Strumm, B., 2015, « Women in Harperland: A Critical Look at Gender Inequality in Canada since 2006 », *Revue canadienne de politique sociale*, (71), 98-110.

Extrait du

site <http://proxy.lib.sfu.ca/login?url=http://search.proquest.com.proxy.lib.sfu.ca/>.

YWCA, 2014, *Défense des intérêts : Sécurité économique des femmes*. Extrait du site <http://ywcacanada.ca/fr/pages/advocacy/priorities/economic>.